

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TRIMS/N/1/URY/1**

10 avril 1995

(95-0874)

**Comité des mesures concernant les  
investissements et liées au commerce**

Original: espagnol

## NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 5.1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE

### Uruguay

La Mission permanente de l'Uruguay a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 31 mars 1995.

La délégation permanente de l'Uruguay à Genève présente ses respects au Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce et, conformément au paragraphe 1 de l'article 5 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce, lui notifie par la présente les décrets en vigueur en Uruguay contenant les mesures relatives au secteur automobile.

Le texte des différents décrets adoptés par le pouvoir exécutif et contenant la réglementation pertinente est joint à la présente communication.\*

La mesure applicable au secteur automobile est la suivante: pour un montant donné en dollars EU correspondant à des exportations de véhicules ou de parties et pièces détachées d'origine nationale, il peut être importé un montant égal en dollars EU correspondant à des véhicules assemblés dans le pays d'origine, avec une préférence tarifaire de dix points de pourcentage. Il n'est pas obligatoire de se prévaloir de cette mesure. En effet, il n'est pas impératif d'exporter pour être autorisé à importer et toute personne ou société peut importer en acquittant les droits en vigueur. L'abaissement tarifaire de dix points de pourcentage est un avantage qui remplace le remboursement d'impôts et qui est en outre transférable. Autrement dit, il s'applique à l'importation de véhicules de n'importe quelle marque sans que la marque exportée doive nécessairement être la même.

La délégation permanente de l'Uruguay communiquera dès que possible au Secrétariat le formulaire de notification dûment rempli, où figureront une description de la mesure et d'autres renseignements.

---

\*Des exemplaires de ces documents peuvent être consultés au Secrétariat par les délégations intéressées (Division de la propriété intellectuelle et des investissements).